



Avec le soutien de



Cadres nationaux de financement intégrés et budgets ouverts pour le développement durable en Afrique

27-30 septembre 2022 - Abuja, Nigeria

Contexte

Tout au long des années 2020 et 2021, alors que la pandémie de Covid-19 a infligé des chocs tant aux perspectives de développement durable qu'aux moyens de financer la reprise et les progrès à moyen et long terme, l'intérêt pour le financement national intégré s'est accru. Le continent africain a été en tête pour le nombre de pays volontaires pour rejoindre l'initiative du Cadre de financement national intégré (CNFI). Actuellement, plus de 40 pays d'Afrique subsaharienne (ASS) utilisent cette approche.

Les cadres de financement nationaux intégrés (CNFI ou INFF en anglais) ont été introduits pour la première fois par les États membres de l'ONU dans le programme d'action d'Addis-Abeba de 2015, en tant qu'approche dirigée par les pays pour renforcer le financement public et privé du développement durable. Les INFF offrent un cadre permettant de rassembler les politiques utilisées pour mobiliser et régir les financements publics et privés. Elles aident les gouvernements à aligner et à renforcer la contribution des politiques de financement à la mise en œuvre des plans de développement nationaux. Ils approfondissent les liens entre les domaines de la politique de financement et contribuent à renforcer la collaboration entre les acteurs publics et privés.

Les processus nationaux visant à adapter et à rendre opérationnels les INFF par le biais des institutions nationales progressent. Un nombre croissant de pays atteint le stade de la définition d'une feuille de route pour l'INFF. D'ici la fin de l'année, 22 pays auront élaboré une stratégie de financement identifiant les réformes associées à la budgétisation, à la fiscalité, à la dette publique, aux investissements, à la coopération au développement, au développement du secteur privé, aux investissements de la diaspora, aux transferts de fonds, etc.

L'un des piliers stratégiques du processus INFF est lié au suivi et à la surveillance du financement¹, avec un accent particulier sur la promotion de la transparence tout au long du cycle budgétaire. L'ouverture budgétaire en Afrique subsaharienne a connu des progrès significatifs au cours de la dernière décennie. L'[enquête Open Budget Survey 2021](#), récemment lancée, a indiqué que le score moyen de transparence obtenu par les pays de la région était à son plus haut niveau depuis la création de l'enquête en 2006. Pour les 16 pays évalués à chaque cycle entre 2008 et 2021, le score moyen de transparence a augmenté de 16 points (soit un bond d'environ 70

¹ Cela inclut le lien avec les modules 3 (suivi et examen) et 4 (gouvernance et coordination) de l'INFF.



%), ce qui fait de l'ASS l'une des meilleures progressions régionales au monde sur cette période. Ces améliorations ont toutefois été obtenues à partir d'une base faible, et il reste beaucoup à faire, comme le confirment les différentes feuilles de route liées à l'INFF.

De plus en plus de preuves montrent que les pays qui ont des systèmes budgétaires plus ouverts ont des démocraties plus fortes, une plus grande équité et de meilleurs résultats en matière de développement.² Des niveaux de transparence plus élevés sont également associés à des niveaux d'endettement plus faibles et à une meilleure gestion de la dette, à des projections de recettes plus précises et à de meilleures notations de crédit, ce qui, à son tour, peut contribuer à attirer les investissements et à réduire les coûts des emprunts souverains. Une participation accrue du public à l'élaboration du budget peut également conduire à des dépenses plus efficaces et efficaces des ressources publiques en faveur des priorités alignées sur les ODD. Il est clair que pour améliorer les progrès en matière de capital humain et de développement durable, il faut améliorer la transparence budgétaire, les mécanismes permettant au public de contribuer aux processus de budgétisation et le contrôle parlementaire et d'audit.

Les décisions concernant les dépenses consacrées au redressement national influent sur la manière dont les gouvernements reconstruisent des économies et des sociétés plus équitables, qui sont également résilientes au changement climatique et permettent d'atteindre les ODD. En Afrique, comme ailleurs dans le monde, les efforts visant à promouvoir des pratiques budgétaires ouvertes - par le biais de systèmes transparents, ouverts à l'engagement et à l'examen du public, et bénéficiant d'une supervision solide de la part d'institutions indépendantes - ont contribué à des dépenses plus efficaces et à de meilleurs résultats en matière de capital humain.

Dans ce contexte, à partir du troisième jour de l'atelier, les responsables gouvernementaux seront rejoints par les chercheurs de la société civile de l'Open Budget Survey de leur pays. Ensemble, ils feront le point sur les investissements des pays dans le capital humain et sur l'ouverture de leurs budgets. Ils élaboreront également des projets de plans d'action au niveau national pour améliorer l'ouverture budgétaire et accroître le soutien aux secteurs sociaux et aux efforts de lutte contre le changement climatique.

Deux ans et demi après les engagements initiaux pris par les pionniers de l'INFF pour rendre l'approche INFF opérationnelle, et au moment où de nombreux pays vont lancer leurs stratégies de financement et introduire des réformes de financement spécifiques liées au secteur public ou privé, il est important de se réunir à nouveau, de réfléchir et de planifier l'avenir. L'atelier régional de quatre jours proposé, organisé dans le cadre de la facilité INFF et de l'initiative régionale de transparence budgétaire, réunira la communauté de pratique INFF africaine et d'autres décideurs de haut niveau pour partager les expériences en cours dans la rédaction de stratégies de financement, la mise en place de dialogues sur le financement des ODD et la mise en œuvre de réformes budgétaires ouvertes. L'événement abordera également des sujets émergents - la gestion des risques de catastrophe et l'agenda vert/climatique, la décentralisation fiscale, la promotion d'une reprise verte et centrée sur l'humain au milieu de chocs multiples (la pandémie, les événements climatiques, les conflits, la volatilité macroéconomique, l'austérité fiscale), etc.

Objectifs de l'atelier

1. Renforcer les capacités de l'INFF des responsables gouvernementaux, du personnel de l'ONU et des autres parties prenantes, en mettant l'accent sur la mise en place de dialogues sur le financement des ODD, l'élaboration de stratégies de financement et la promotion de l'ouverture budgétaire.³

² IBP (2022) [Enquête sur le budget ouvert 2021](#).

³ Selon les modules 2, 3 et 4 de la méthodologie INFF respectivement.



2. Promouvoir le partage des connaissances entre les pays, y compris le brainstorming sur les leçons apprises et les choses à faire et à ne pas faire.
3. Générer un dialogue régional autour des tendances et des questions émergentes qui affectent le déploiement des INFF et des réformes du budget ouvert.

Méthodologie et évaluation

L'atelier se déroulera sur quatre jours dans un format hybride. Les participants auront accès à un environnement d'apprentissage virtuel avant l'atelier, et les détails de la vidéoconférence Zoom seront communiqués en temps utile. L'interprétation simultanée sera disponible en anglais, français et portugais. Tous les enregistrements, modules et matériels seront mis en ligne à la disposition des participants à la fin de l'atelier.

Des évaluations seront effectuées au début et à la fin de l'atelier pour vérifier les connaissances spécialisées acquises par les participants. Les participants seront également invités à donner leur avis sur les sessions à la fin de l'atelier.

Public cible

L'atelier a été conçu principalement pour les hauts fonctionnaires et les points focaux INFF des gouvernements d'Afrique subsaharienne, y compris ceux qui travaillent dans les ministères des finances, de la planification et du développement économique. Les chercheurs des institutions universitaires, les autres parties prenantes régionales, y compris les agences des Nations Unies, les IFI et l'UE, ainsi que les représentants de la société civile bénéficieront également de l'atelier. Les invitations à désigner les participants gouvernementaux seront envoyées par les bureaux des coordonnateurs résidents, tandis que les invitations aux partenaires régionaux et aux OSC seront envoyées par les points focaux de la CEA, du PNUD, de l'UNICEF et du Partenariat budgétaire international (PCI).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Orria Goni (courriel : orria.goni@undp.org), Mme Farzana Sharmin (courriel : sharmin@un.org), M. Matthew Cummins (mcummins@unicef.org) et M. David Robins (drobins@internationalbudget.org).



Cadres nationaux de financement intégrés et budgets ouverts pour le développement durable en Afrique

Premier jour - Mardi 27 septembre 2022	
8:30-9:00	Signature et enregistrement des participants Vérification de la connexion/connexion à la plate-forme pour les participants à distance
9:00-10:30	Remarques de bienvenue <ul style="list-style-type: none"> • M. Matthias Schmale UN RC Nigeria • M. Mohamed Yahya, Représentant résident du PNUD au Nigeria/Ayodele Odusola, Centre de financement durable en Afrique, PNUD • Représentant régional de l'UNICEF (à confirmer) • M. Adam Elhiraika, directeur de la division Macroéconomie et gouvernance, UNECA • Mme Sharon Spiegel, Chef du Service de l'analyse des politiques et du développement, Bureau du financement du développement durable, UNDESA • Représentant de la Facilité INFF (à confirmer) • Représentant du FMI ou d'une autre IFI <p>Discours de bienvenue du gouvernement hôte. S.E. Zainab Shamsuna Ahmed. Ministre des Finances de la République du Nigeria.</p> <p>Examen de l'ordre du jour avec les participants <i>Modéré par Bob Muchabaiwa (UNICEF)</i></p>
10:30 - 11:00	PAUSE CAFÉ/THÉ
11:00-12:30	Une vue d'ensemble de : <ul style="list-style-type: none"> • Perspectives de financement en Afrique par Gamal Ibrahim, Chef de la Division de la gouvernance économique et des finances publiques, UNECA • Le paysage de l'INFF en Afrique (à partir des feuilles de route de l'INFF) par Orria Goni, PNUD • La Facilité INFF (sa portée, son processus, ses partenariats) par Tim Strawson, PNUD <p>Discussion en petits groupes - Q&R et feedback des participants <i>Modéré par Yanis Burgsdorff (UN DESA)</i></p>
12:30 - 14:00	PAUSE-DÉJEUNER
14:00 -15:00	Partage des expériences des pays dans la phase de démarrage et des feuilles de route de l'INFF <ul style="list-style-type: none"> - Burkina Faso TBC - Guinée TBC - Botswana TBC - Algérie - le cas pilote pour la gestion des risques dans les BB de l'INFF (TBC) <p>Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par Farzana Sharmin (UNECA)</i></p>



15:00 -15:15	PAUSE CAFÉ/THÉ
15:15 -16:30	Stratégies de financement des ODD - sa méthodologie - récapitulation et la liste de contrôle par Natalia Aristizabal Mora, UNDESA - à confirmer) Partage des expériences des pays dans la rédaction des stratégies de financement. Méthodologie des stratégies de financement globales de l'INFF (session de récapitulation) <ul style="list-style-type: none"> - Comores TBC - Nigeria TBC - Malawi TBC - Tanzanie TBC Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par Tom Beloe (PNUD)</i>
16:30 - 17:30	Préparation de la "Place du marché" du pays INFF Travailler au niveau national pour préparer leur "stand" afin de présenter leur processus INFF - en proposant ce qui peut être partagé et ce qu'ils aimeraient apprendre des autres pays (en indiquant les pays et les domaines thématiques). <i>Session facilitée par Ankun Liu, Ana-Maria Beldiga et Desma Natome, PNUD</i>
17:30 - 17:45	Récapitulation - et préparation du jour suivant <i>Par le chef de l'équipe mondiale de l'INFF - Tim Strawson (PNUD)</i>
DÎNER POUR LE RÉSEAUTAGE	
Deuxième journée - Mercredi 28 septembre 2022	
9:00 - 10:30	Place du marché de l'INFF Chaque pays dispose d'un stand où il se présente : <ul style="list-style-type: none"> - les principales étapes et les jalons atteints (plans, politiques, y compris les réformes en cours) - offrir l'expertise qu'ils proposent dans un domaine pour un échange sud-sud plus poussé (et demander l'expertise dans un autre domaine). Il y aura une personne dans le stand et les autres tourneront et découvriront ce que les autres pays peuvent offrir. <i>Session facilitée par Ankun Liu, Ana-Maria Beldiga et Desma Natome, PNUD</i>
10:30 - 11:00	PAUSE CAFÉ OU THÉ
11:00 -12:00	Discussions thématiques approfondies : Intégration du climat dans le processus de l'INFF Présentation d'experts : <ul style="list-style-type: none"> - "INFF and Climate Change Deep-dive Report" (DAES de l'ONU) - Promesse climatique - COP 27 - Semaine africaine du climat : les principaux enseignements du Gabon en tant qu'hôte - Les stratégies de financement des NDC dans le cadre des stratégies de financement de l'INFF (la CEA proposera le pays). Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par Joanne Manda (PNUD)</i>
12:00 - 13:00	Discussion thématique approfondie : Débloquer les capitaux privés dans le cadre des stratégies de financement et du processus INFF <ul style="list-style-type: none"> - Étude de cas du Rwanda (Fonds d'investissement vert du Rwanda) - Cartographie des investisseurs - comment l'AIO doit être reflétée dans les stratégies de financement (cas du Nigeria/Malawi) - Salons d'investissement sur les ODD - Construction d'un pipeline - cas réussi du Ghana



	Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par la Délégation de l'UE au Nigeria - TBC</i>
13:00 - 14:00	PAUSE-DÉJEUNER
14:00 - 15:00	Discussion thématique approfondie : Gestion de la dette et instruments de la dette <ul style="list-style-type: none"> - Obligation SDG Restructuration de la dette du Bénin/Zambie - Obligations vertes et obligations de la diaspora, Nigeria - Les obligations sociales - le cas du Cabo Verde Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par le FMI - à confirmer</i>
15:00 - 15:30	PAUSE CAFÉ OU THÉ
15:30 - 16:30	Discussions thématiques approfondies : Réformes liées à la MRD et à la fiscalité dans le cadre du processus INFF <ul style="list-style-type: none"> - MTRS et INFF Deep-Dive (DESA) - le cas du Rwanda (TBC) - Travail en cours par le biais de la taxe pour les SDG - Le cas de la Tanzanie - D11 CEA/CNUCED - Réformes de la gestion des risques de catastrophe fondées sur des données probantes et s'appuyant sur des recherches qualitatives et quantitatives BY Farzana Sharmin (UNECA) Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par Matthew Cummins, Conseiller régional en politique sociale, UNICEF</i>
16:30 - 17:30	Discussions thématiques approfondies : Finances locales et décentralisation. Présentation d'experts : <ul style="list-style-type: none"> - Former des ambassadeurs des ODD au niveau des districts en Sierra Leone - Le projet de dévolution au Kenya TBC - Ce que les partenaires peuvent apporter à bord - FMDV Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par Orria Goni (PNUD)</i>
17:30 - 17:45	Récapitulation - et préparation du jour suivant
	DINER EVENT
Troisième jour	Jeudi 29 septembre 2022
9:00 - 10:00	Bienvenue et présentations Des budgets ouverts pour réaliser les ODD. Raison d'être des réformes et impacts sur le capital humain et une relance verte : Avantages pour l'amélioration de la transparence fiscale, de la responsabilité et des pratiques de participation : <ul style="list-style-type: none"> • Le plus amélioré : La Gambie • Travail régional en cours et perspectives de l'UNICEF • Travail en cours du PNUD au niveau national sur la budgétisation des ODD dans le contexte de l'INFF. • Mary Afan, SWOFON Questions et réponses de l'auditoire <i>Modéré par Tim Strawson (TBC), Transparence et blocs de construction 3 et 4 des INFF et IBP</i>
10:00 - 10:30	PHOTO DE GROUPE & PAUSE CAFÉ OU THÉ



10:30 - 12:30	<p>Présentation de l'enquête sur le budget ouvert (OBS) par le Partenariat International du Budget (IBP)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Examiner le processus de recherche de l'OBS - Présenter les tendances régionales - Explorer les résultats par pays <p>Questions et réponses de l'auditoire <i>Modéré par Paul Quarles Van Ufford, Conseiller régional en politique sociale, UNICEF</i></p>
12:30 - 13:30	PAUSE-DÉJEUNER
13:30 - 15:30	<p>Ce qui marche ? Réformes et innovations visant à améliorer l'ouverture budgétaire pour le développement durable. Histoires de réussite et enseignements tirés par les pays, notamment en ce qui concerne les cadres législatifs, les réformes administratives et institutionnelles et les modèles de budget.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le lien entre GFP et SDG - PSAM ou la justice sociale - Processus budgétaire ouvert pour les ODD au Bénin (Direction Générale du Budget et Social Watch Bénin) - Comment soutenir les pratiques de budget ouvert via la collaboration entre la société civile et le gouvernement - Ouganda - Amélioration de la crédibilité du budget pour les ODD (alignement de l'ACO pour le suivi des dépenses liées aux ODD) : Le cas du Ghana <p>Session de questions-réponses - Activité de groupe <i>Modéré par Nohman Ishtiaq, Conseiller en budgétisation des ODD au niveau mondial, PNUD</i></p>
15:30 - 16:00	PAUSE CAFÉ OU THÉ
16:00 - 17:00	<p>Stratégies de réforme du budget ouvert : Identifier les défis et les opportunités potentiels pour les réformes de la GFP et de la participation publique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perspectives du gouvernement hôte - Budget de la DG du Nigeria - Zimbabwe - utilisation de l'enquête sur le budget ouvert comme outil de réforme, y compris la budgétisation basée sur les programmes. - Afrique du Sud - Les nouvelles consultations pré-budgétaires du Trésor national - Perspectives de la société civile - BudgIT Nigeria <p><i>Modéré par Tim Strawson, PNUD</i></p>
	DINER (aucun événement prévu)
Quatrième jour	Vendredi 30 septembre 2022
9:00 - 9:15	<p>Récapitulation des jours précédents et introduction au groupe de travail Sessions de la journée <i>Modéré par Natalia Aristizabal (UNDESA)</i></p>
9:15 - 12:00	<p>Stratégies pour améliorer l'ouverture du budget et l'investissement dans le capital humain et une relance verte : Plan d'action (pause thé/café). <i>Travailler en petits groupes ou par pays pour élaborer un plan d'action visant à améliorer et à maintenir l'ouverture du budget et l'impact des dépenses sur les secteurs sociaux et verts.</i></p> <p>Facilitateurs : Michael Castro, spécialiste en politique sociale, UNICEF, et IBP</p>
12:00 - 1:00	DÉJEUNER



13:00 - 14:00	Partage des stratégies et de la manière dont les pays peuvent être soutenus dans leurs efforts de réforme
14:00-15:00	<p>Perspective mondiale : Que se passe-t-il dans le monde ? Comment cela va-t-il se rapporter aux contextes africains ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Mahmoud Mohieldin (TBC), discutant des budgets pour le climat, la durabilité et l'inclusion. • Représentant du FMI (TBC), sur le travail pour faire avancer la budgétisation des ODD, les INFF et la transparence. • Représentant de l'UE sur le rôle de l'UE dans le cadre de la facilité INFF • M. Marcos Neto / M. Tom Beloe (TBC), décrivant les travaux de la Facilité INFF et du Global Finance Flagship. • Mme Natalia Winder-Rossi (à confirmer), directrice de la politique sociale et de la protection sociale au siège de l'UNICEF, décrivant le travail de l'UNICEF sur la gestion des finances publiques dans le cadre des objectifs du développement durable et le programme phare de la finance mondiale. • Représentant de l'IBP (à confirmer) Rôle des budgets ouverts dans la réalisation des ODD
15:00 -16:00	<p>L'avenir : Planification des principales étapes de l'avancement de l'agenda de l'INFF (intégration des plans d'action budgétaires dans les stratégies de financement). <i>Modéré par Tom Beloe (PNUD) et IBP</i></p>
16:00 - 16:30	<p>Séance de clôture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation post-atelier et sondage sur les réactions (15 minutes) • Remarques finales par les organisations partenaires (15 mins) - PNUD, UNICEF, IBP, ECA, DESA

*Toutes les heures indiquées sont celles du lieu de l'atelier.

